

les échanges de matériel et d'approvisionnements entre les pays de l'Atlantique-Nord, afin de tirer le meilleur parti possible de leurs moyens de production. Il importe de résoudre ces difficultés si l'on veut que les pays signataires du Pacte de l'Atlantique puissent tirer le meilleur parti possible de la productivité actuelle et future d'un pays comme le Canada, par exemple. Évidemment, on ne saurait s'acquitter des responsabilités que comporte l'adhésion au pacte de l'Atlantique-Nord en se contentant de créer des commissions ou des équipes de chercheurs et d'organiseurs, si utiles que puissent être leurs travaux par ailleurs. Seuls les gouvernements et les populations intéressés peuvent s'acquitter de ces responsabilités.

Aux termes de l'article du Traité relatif à l'aide mutuelle et aux efforts particuliers de chaque pays, le Canada s'engage à participer de la manière la plus efficace à cette entreprise collective. Mais tant qu'on n'aura pas étudié plus à fond les besoins de nos associés et qu'on n'aura pas élaboré des plans militaires plus détaillés, nous ne pourrions pas, à mon sens, arrêter la forme et la mesure de notre participation. Il faudra, bien entendu, qu'elle soit proportionnée à la puissance et aux exigences de notre économie et de celles des autres pays signataires.

À ce propos, je veux citer un passage significatif de *Modern Arms and Free Men*, de Vannevar Bush, où il est question de la course à la sécurité:

La course peut être perdue, comme toutes celles qui dépendent de l'endurance humaine. On peut la perdre parce qu'on n'a pas assez fait, ou qu'on a voulu trop faire trop tôt. À quoi bon nos stocks de bombes et d'avions si nous provoquons ainsi l'anéantissement de notre édifice administratif et industriel? Nous voilà engagés dans une longue et rude carrière. Le mieux pour nous est de nous y bien préparer et de bien surveiller l'utilisation de nos ressources.

L'U.R.S.S. et le contrôle de l'énergie atomique

Au cours de ces trois ou quatre derniers mois, tandis que les États-Unis étaient en train de prendre une décision difficile et lourde de conséquences quant à la poursuite des travaux sur la bombe à hydrogène, les Russes, à défaut d'une entente sur le contrôle international de l'énergie atomique, ont discrètement et énergiquement tenté, et non sans succès, de donner l'impression qu'ils avaient déjà formulé de nouvelles propositions en vue d'une telle entente et que nous les avions refusées. C'est ce qui ressort de nouvelles vagues et hypothétiques qui ont passé la censure de Moscou, ainsi que de certaines observations que M. Vichinsky a formulées sur l'énergie atomique, à la dernière assemblée de l'ONU, selon lesquelles les Russes auraient offert certaines concessions dont nous n'aurions pas tenu compte. Rien n'est plus fallacieux ni plus éloigné de la vérité. Rien ne peut être aussi dangereux que de laisser cette impression se généraliser.

Jusqu'au mois de septembre dernier, l'opinion publique n'était guère au courant de l'attitude véritable de la Russie à l'égard du contrôle de l'énergie atomique. Aussi, lorsque l'automne dernier M. Vichinsky proposa à l'Assemblée—comme si l'idée était nouvelle—de constituer un régime d'inspection rigoureuse et de contrôle effectif en vertu d'une entente sur l'énergie atomique, plusieurs virent là une offre de concessions et crurent que nous étions enfin sortis de l'impasse. Peut-être M. Vichinsky entendait-il faire des concessions